

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée

3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



Stop aux dérives des activistes

7

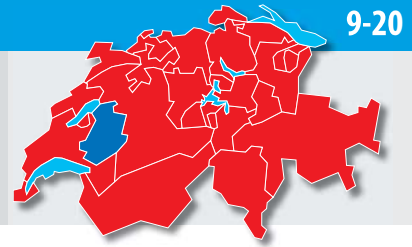
La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton de Fribourg

9-20

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Candidat au Conseil national et Conseil des Etats

Pierre-André Page

Pour un avenir sûr et libre !

Liste 5 UDC



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO₂, mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrions faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Ador**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34 % du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67 %. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1 % du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC !

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa

conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch,

www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, « hamac social » compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrants illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème
vote UDC
le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a profondément changé la situation de la population suisse dans plusieurs domaines

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Explosion des coûts sociaux

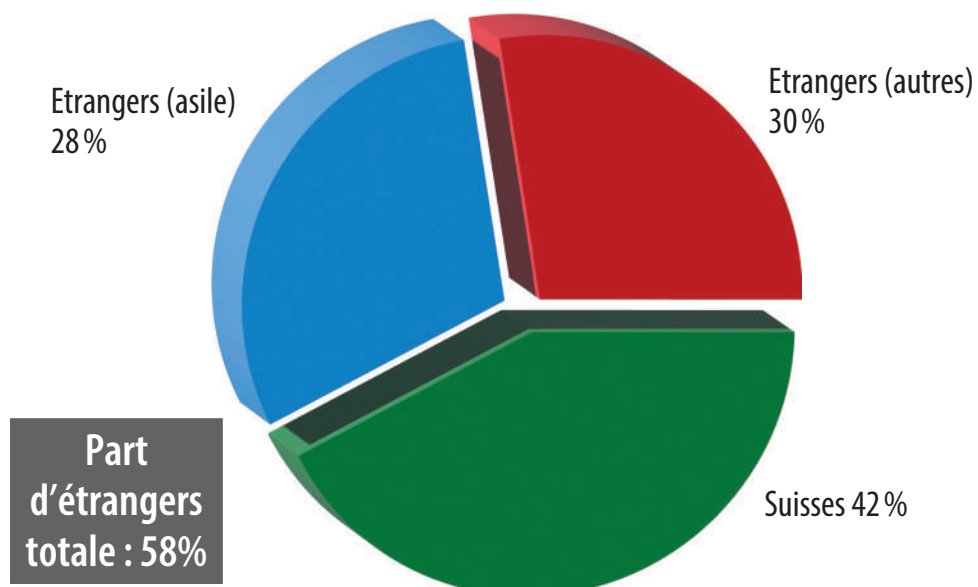
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants « admis provisoirement » avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Saturation et coûts élevés du système de santé

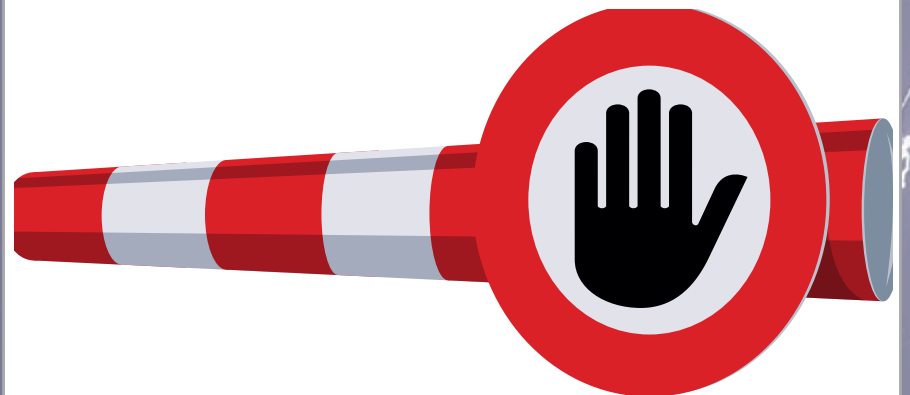
Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



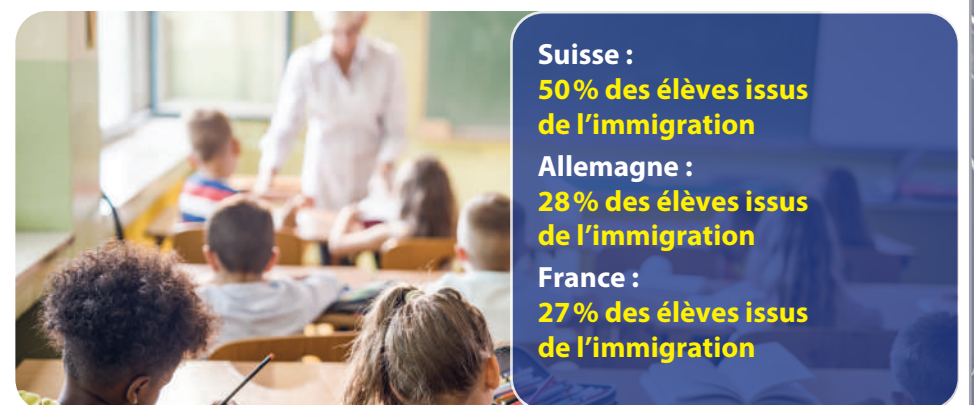
Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque « nouvelle ville » créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Les inégalités

Les heures en l'espace prend aux sur les car la gauche routes. Dan de l'immigr



30 années a considérablement péjoré presque tous les domaines :

Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.

En Suisse, 49 locataires doivent partir pour laisser leur place à des réfugiés

L'Argovie veut créer de la place pour accueillir les requérants d'asile. Dans le cas de la commune de Windisch (AG), 49 locataires ont été sommés de partir pour permettre à une centaine de personnes d'arriver. La commune s'oppose «avec véhémence» aux plans du canton.

Source: Blick – 28.02.2023



Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord.

Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Une étude de l'université de Zurich, publiée en septembre 2022, montre que les agressions sexuelles sur les filles dans les classes de secondaire B ont massivement augmenté. Selon le quotidien 20 Minutes, l'auteur de l'étude, Denis Ribeaud, suppose que l'augmentation de la violence est également liée à la forte proportion d'immigrés dans les classes du secondaire B. "Le manque de mixité joue sans aucun doute un rôle", a également déclaré M. Ribeaud dans une interview accordée à la SonntagsZeitung. "Lorsque les normes à caractère patriarcal dominant dans une école, comme c'est souvent le cas dans les milieux immigrés, certaines attitudes vont de pair".

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Berne fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

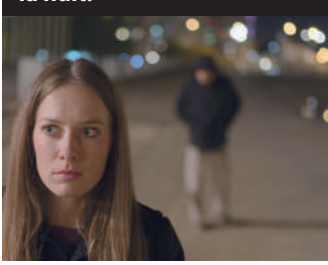
71 % des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers. En Europe : 15 %



56% des homicides sont commis par des étrangers. Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.



57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile. Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.



Infrastructures sont asphyxiées

Les embouteillages sur les routes ont été multipliés par cinq en 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en fait des amis avec encore plus de taxes, notamment sur les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, les écologistes et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison d'une immigration démesurée.

39'863 heures en 2022

7'711 heures en 2000

Heures d'embouteillage par année



Source: OFS – Trafic et disponibilité des routes nationales, OFS 2022

Perte de prospérité

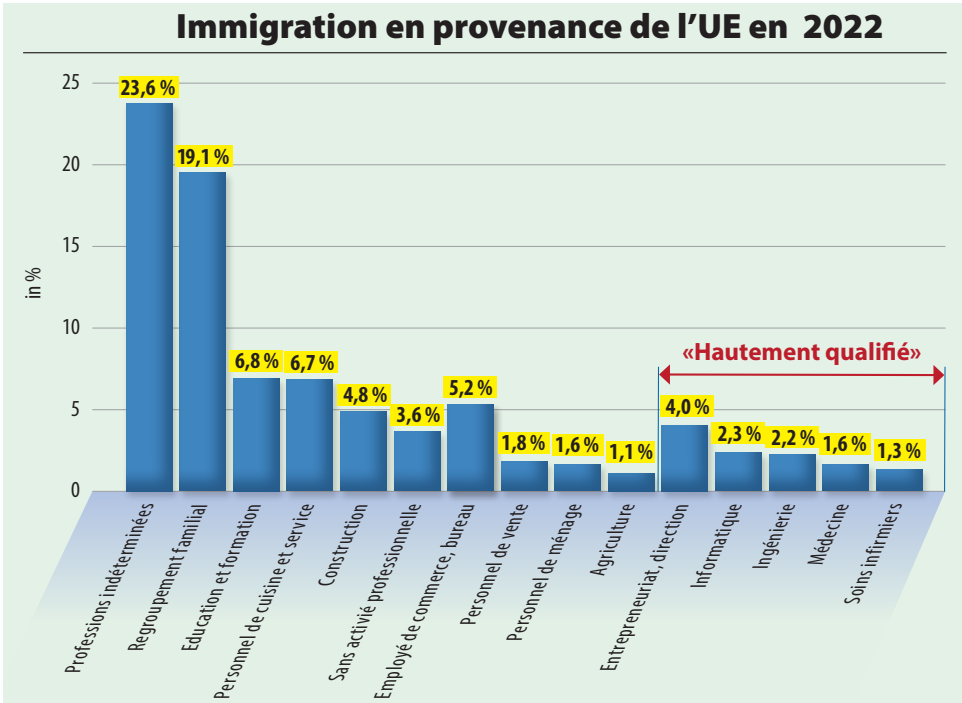
La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas du tout des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référerait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :



Sauvons ensemble notre belle Suisse



Par Jacques Nicolet, agriculteur, conseiller national et président de l'ASSAF, Lignerolle (VD)

En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger. C'est pourquoi l'initiative de durabilité « Pas de Suisse à 10 millions » a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.

Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !





Manfred Bühler, conseiller national, maire, président UDC Berne, avocat, Cortébert (BE)

En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir. Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d'asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d'asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s'améliorer qu'en supprimant la possibilité de déposer des demandes d'asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aargau (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d'Aargau (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d'asile ?

Non ; avec le centre d'hébergement cantonal pour demandeurs d'asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n'avons pas l'intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d'asile devez-vous prendre en charge et combien d'entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d'asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s'ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d'entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l'asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d'entre eux et l'admission provisoire à 20 % d'autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l'aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l'aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l'aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d'autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l'argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d'un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25'000 francs par mois. Lorsque l'APEA (Autorité de la protection de l'enfant et de l'adulte) intervient, et c'est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l'heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l'école. Lorsqu'il y a un placement à l'extérieur, nous parlons de coûts entre 7'000 et 15'000 francs par mois et par enfant. C'est l'autorité de protection de l'enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d'asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c'est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n'ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n'attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s'ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l'aide sociale.

Dans de nombreuses

écoles, il n'y a pratiquement plus d'enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d'été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d'allemand lorsqu'ils entrent au jardin d'enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d'entre eux ont besoin d'un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d'innombrables études qui prouvent qu'à partir d'un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n'est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d'asile et d'immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d'asile. Qu'entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n'aurait pas une seule demande d'asile. Mais aujourd'hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu'ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d'autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d'asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l'industrie sociale de l'asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l'aide sociale dans le canton d'Argovie (tous les montants sont exonérés d'impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26'472.00 CHF
	Logement	16'800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3'500.00 CHF
	Quote-part	2'100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d'intégration/occupation	7'200.00 CHF
	Cours de français	3'500.00 CHF
	Primes LAMal	11'920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2'200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4'800.00 CHF
---	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

		75'963.00 CHF
---	--	----------------------

Chaos de l'asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d'argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu'au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l'insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d'asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec l'aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d'immigrés en quête d'asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème vote UDC le 22 octobre



2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s'ajoutent aux 4 milliards) !
Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an (ou 1'800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

pays sûrs et choisissent leur terre d'asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d'origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65'126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d'entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l'asile !

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« L'idéologie du genre » s'imisce de plus en plus dans la politique

Une excroissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s » ; « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là. »

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans le mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49 % net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10 % au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31 % depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20 % des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

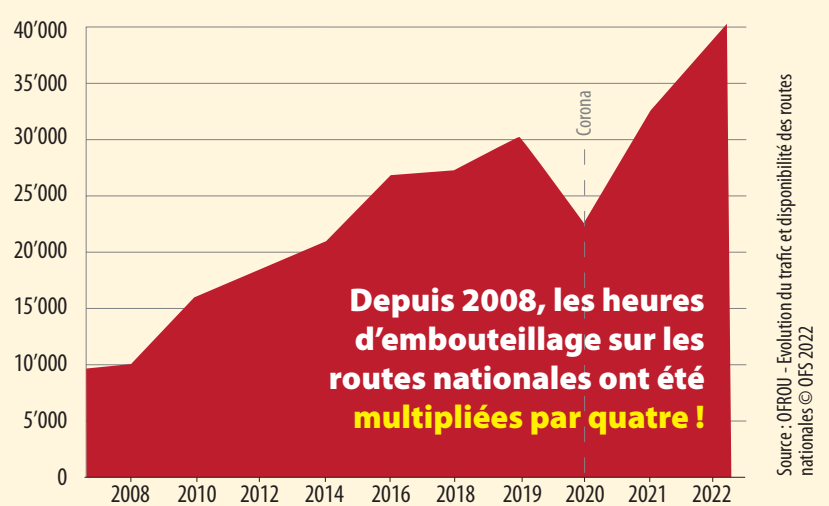
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 – 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral

Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours

01. Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ?

☐ 180'000 = Vo
☐ 90'000 = Re
☐ 150'000 = Mi

02. A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ?

☐ 1 Mrd = i ☐ 2,5 Mrds = p
☐ 4 Mrds = t

03. Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ?

☐ Expulser les criminels étrangers = l
☐ Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e

04. Quel est le but des théories du genre ?

☐ Une mise sous tutelle politique = z
☐ Une meilleure orientation = p

05. Quel est le slogan électoral de l'UDC

☐ Pour un avenir sûr et libre = U
☐ Pour un avenir libre et sûr = M

06. Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ?

☐ Malheureusement aucun = EN
☐ Déjà 2 = DC

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

01. 02. 03. 04. 05. 06.

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)

☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.

☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____

☐ Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti

☐ Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.

☐ Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)

☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**

☐ Merci de m'envoyer un bulletin de versement

☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

www.udc.ch

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre du canton de Fribourg • www.udc-fr.ch • septembre 2023



Elections fédérales 10-11

Pierre-André Page : candidat au Conseil national et au Conseil des États

Votez
UDC SVP
Liste 5

SPÉCIAL FRIBOURG

Elections fédérales 12-19

Découvrez tous les candidats au Conseil national

Urgence du pouvoir d'achat: l'UDC exige des actions concrètes



Christophe Blaumann,
Président UDC Fribourg

Les différentes crises vécues depuis 2020 ont eu un impact également sur notre pouvoir d'achat, elles ont amené notre population à subir un renchérissement d'environ 5%.

Les effets néfastes de la loi sur le climat toucheront de plein fouet, une fois de plus, la classe moyenne, en raison d'une hausse massive du prix de l'électricité. En effet, les sources de production seront moins nombreuses, la disponibilité de l'électricité sur le marché diminuera; or, chacun sait que quand un produit se raréfie sur le marché, son prix augmente. L'offre et la demande est un principe économique que les élèves apprennent au Secondaire I !

La gauche souhaite encore accroître les prélèvements sur les salaires pour financer un élargissement des prestations sociales, alors même que nous assistons à une baisse constante du revenu disponible.

Nous voulons :

- Augmenter le revenu moyen des Fribourgeoises et Fribourgeois par un développement économique harmonieux qui profite à tous;

- Réduire la lourde charge fiscale qui pèse sur les personnes physiques avec l'objectif d'arriver dans la moyenne suisse;
- Freiner le développement des dépenses sociales par une limitation des aides octroyées aux demandeurs d'asile et aux réfugiés qui n'ont pas obtenu ce statut et se retrouvent à la charge exclusive des Fribourgeoises et Fribourgeois;
- Nous opposer à toute nouvelle taxe qui pénaliserait le revenu disponible déjà très modeste des Fribourgeoises et Fribourgeois;
- Nous opposer à une Suisse à 10 millions d'habitants. L'immigration démesurée et le chaos de l'asile entraînent des conséquences désastreuses pour notre pays et notre pouvoir d'achat. Les conséquences du refus de mettre en œuvre la volonté du peuple et de contrôler l'immigration : 80'000 nouvelles personnes arrivent chaque année en Suisse. Cela ne doit pas continuer ainsi !



Pour un avenir sûr et libre !

Votez **UDC** maintenant!
Pour une Suisse forte

Mais où est passé notre bon sens ?



Isabelle Favre,
Secrétaire UDC Fribourg

A l'heure où des lectures faites par des Drag Queen dans les bibliothèques et les écoles soulèvent beaucoup de critiques, nous remarquons que la population commence à exprimer son ras-le-bol de la culture woke. Les lectures par des créatures du monde de la nuit, dispensées aux enfants, sont tout simplement une hérésie destinée à insinuer un doute dans la tête des enfants dès leur plus jeune âge, quant à leur genre. Dans un registre similaire, voici deux cas de figure véridiques, qui se sont passés dans le canton de Fribourg, et ils ne sont certainement de loin pas les seuls.

Premièrement, lors d'une séance d'information à l'école sur les cours d'éducation sexuelle, donnée par le Planning familial et destinée à expliquer aux parents le déroulement du

cours en classe, quelle ne fut pas ma surprise d'entendre que nos enfants de 5-6 ans allaient entendre parler de «bébés arc-en-ciel», mais également qu'il leur serait demandé de quel

genre ils se sentent... Plutôt fille, plutôt garçon ou plutôt «je ne sais pas encore trop ce que je suis». Pourquoi vouloir absolument mettre le doute dans la tête de nos chères têtes blondes ?

Deuxièmement, suite à un cours d'éducation sexuelle donné dans une classe primaire, une jeune fille de 8-9 ans rentre à la maison et demande à ses parents pourquoi l'interlocutrice du Planning familial a dit à un camarade de classe : «Ce n'est pas parce que tu as un pénis que tu es un garçon» !!! Les parents ont fait appel à un Député UDC afin d'éclaircir la situation auprès du Conseil d'Etat.

Le conseiller national UDC VS, Jean-Luc Addor, a déposé une motion «Pas de subventions fédérales aux lectures par les drag-queens». Cette motion sera-t-elle traitée rapidement par le Conseil fédéral ou vont-ils encore laisser trainer ces inepties ?

Afin de retrouver un peu de bon sens, demandons plutôt à nos aînés de faire des lectures dans les bibliothèques et les écoles, à nos enfants mais aussi aux adultes.

Sans nul doute, nos seniors seraient honorés de dispenser leur important savoir et leurs connaissances à nos chérubins. Mais, bien malheureusement, cela n'entre pas dans la tendance woke actuelle...

Une armée forte pour une vraie sécurité



Timon Gavallet,
Vice-président de l'UDC Fribourg

Depuis maintenant plus d'un an, l'Europe est en trouble après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. Cette soudaine guerre n'a pas manqué de rapidement rappeler à tous les pays du continent que la paix, malgré le courant bien-pensant que subit le monde actuel, n'est jamais acquise. Contrairement à ce que la gauche plaideait encore récemment, les conflits se règlent encore et toujours en grande partie sur le terrain, au milieu de la boue, des balles qui sifflent et des obus. Un écrivain romain a écrit un jour «qui veut la paix, prépare la guerre». Cette phrase, qui correspond depuis toujours à la politique militaire suisse avec son principe de neutralité armée, est plus vraie que jamais. Nous devons à tout prix soutenir un renforcement concret et durable de notre armée à travers une augmentation budgétaire, mais aussi en rendant l'accès au service civil plus contraignant.

En 2022, le Conseil national a voté une augmentation du budget militaire qui atteindra à terme les 7 milliards de francs annuels. Cette augmentation est très positive, mais encore insuffisante au vu des conflits actuels. En effet, à toutes les facettes connues des conflits armés, s'est ajouté un aspect qui prend de l'importance de jour en jour, à savoir les conflits informatiques. Nous l'avons vu encore récemment avec l'attaque qu'ont subi les réseaux de la Confédération, nous devons renforcer notre défense digitale. Que cela soit clair, tout ceci ajouté au

renouvellement du matériel déjà existant à un coût, et le budget actuel ne permet pas une activité pérenne. L'Armée a depuis toujours représenté une importante ressource de soutien au pays, que ce soit dans l'organisation d'événements sportifs, dans l'appui aux autorités lors de gros événements ou de pandémie, de promotion de la paix ou encore de défense du territoire. Afin de nous assurer une Suisse sûre et indépendante à long terme, il faut donc soutenir l'effort de l'UDC dans la reconnaissance de l'Armée et dans son renforcement.



Candidat au

Conseil national et Conseil des États

Pierre-André
Page

La protection (nécessaire) du climat n'est pas une question d'idéologie, mais l'affaire de tous ceux et de toutes celles qui veulent faire un pas vers le respect de la nature !

Conseiller national et maître-agriculteur à Châtonnaye (Glâne), Pierre-André Page a pour lui la riche expérience de deux législatures à Berne, à laquelle il ajoute une belle popularité construite sur son sens aiguisé de l'écoute de ses concitoyennes et concitoyens. Il compte poursuivre ses engagements politiques, spécialement afin de défendre l'indépendance de notre pays dans son autoapprovisionnement en électricité et en produits de la terre, régionaux et de qualité.

Avec sa candidature simultanée au Conseil des États, il entend offrir le choix à ses électrices et électeurs : une démarche naturelle et responsable au vu de la force de l'UDC en terres fribourgeoises.

Depuis deux législatures, je me suis engagé à défendre notre économie, celle de nos PME, de nos agriculteurs. Je veux poursuivre ce travail en veillant à garantir à notre pays un autoapprovisionnement énergétique et alimentaire dans l'intérêt du citoyen-consommateur.


www.pierreandrepape.ch

Pour la Suisse. Avec Fribourg.

6 questions à Pierre-André

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidat sur la liste UDC ?

Ma fidélité à l'UDC fait partie de mon ADN. Après deux législatures, fort du soutien de mes électeurs en 2015 et 2019 et toujours habité des mêmes convictions, je me sens la force de poursuivre les dossiers que j'ai lancés.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

En décembre, mes démarches parlementaires seront dictées par les préoccupations de l'heure de notre population : sécurité, prix de l'électricité, des loyers ou des primes d'assurance-maladie, avenir de nos banques régionales, importations agricoles.

Pour toi la Suisse c'est ...

Un pays merveilleux, sûr, innovant et entrepreneur qui doit garder la crédibilité de sa neutralité, lui permettant, à l'extérieur, de contribuer à la promotion de la paix et à l'intérieur, de favoriser un développement harmonieux entre l'économie et la nature.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

En étant, grâce au dialogue avec nos Autorités cantonales, à l'écoute des préoccupations des Fribourgeois et Fribourgeoises de manière à les intégrer dans la politique fédérale... et à les solutionner !

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

Impossible de choisir... tant notre canton est beau et accueillant, des sommets de nos Préalpes aux rives de nos lacs en passant par nos élégantes campagnes et nos villes multiculturelles.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

Les contacts que je peux avoir avec mes concitoyennes et concitoyens de mon canton, au travers des riches et nombreux événements culturels, sportifs, associatifs, traditionnels qui ponctuent notre calendrier...

Bio express



Profession : Maître-agriculteur

Lieu : Châtonnaye - Glâne

Etat civil : Marié

Nombre d'enfants : 3

Naissance : 1960

Conseiller national depuis 2015.
Président du Grand Conseil en 2009.
Député au Grand Conseil 1996-2015.
Conseiller communal de Châtonnaye de 1991 à 2001, puis syndic de 2001 à 2006.

Administrateur AECA Berne.
Administrateur Biofuels.
Président de la Landwehr Fribourg.
Président CO Tir cantonal FR 2025.



Electricité, alimentation : sécurités indispensables

Demain, la sécurité sera indispensable à notre économie. Plus que jamais, la Suisse doit produire elle-même l'électricité dont nous avons besoin et garantir, pour notre population, un auto-approvisionnement alimentaire en suffisance. Solutionner ce double défi est au cœur de notre prochaine législature. Mais, hélas, aujourd'hui, notre pays n'en prend pas le chemin. D'où une motivation intacte et convaincue pour mon engagement politique.



Pierre-André Page,
Conseiller national

Agriculteur de métier, je travaille depuis toujours à protéger le climat, à préserver mon environnement et les richesses de la nature. Comme je suis également favorable à une réduction progressive des émissions de gaz à effet de serre. Mais le climat et l'environnement ne se laissent pas enfermer dans une idéologie ! Alors, soyons pragmatiques.

Attention au survoltage !

Au lendemain de l'acceptation populaire de la loi sur le climat du 18 juin, nous devons impérativement surveiller l'évolution des coûts de l'électricité : attention au survoltage ! Car le prix du kWh va prendre l'ascenseur : pensons simplement aux installations nécessaires au transport des sources d'électricité. Et pour éviter ce qui est déjà un souci pour le consommateur comme pour les entreprises, nous devons à tout prix accroître notre propre production d'électricité. Comment ?

L'énergie hydraulique a encore de beaux potentiels de développement : mais les procédures d'autorisation de surélévation de nos barrages sont trop lentes et complexes. Les énergies alternatives balbutient : les panneaux photovoltaïques sont en rupture de stock et manquent de monteurs qualifiés. Quant à la beauté du paysage ou à la protection de la nature – ou des bâti-

ments, elles freinent souvent leur implantation. Mêmes obstacles pour les éoliennes... Protéger l'environnement dit-on d'une main alors que l'autre veut promouvoir le renouvelable ! Il y a vraiment court-circuit !



Enfin, il est raisonnable de ne pas fermer toutes les portes : il n'est pas interdit de s'interroger sur le prolongement de nos actuelles centrales nucléaires ni d'encourager la recherche vers de nouvelles centrales de quatrième génération. Sans oublier enfin de nouvelles technologies comme la biomasse, la géothermie profonde ou la petite hydraulique.

Agriculture : stabilité certes, mais...

Autre sécurité indispensable pour notre économie – et pour l'ensemble des consommatrices et consommateurs de notre pays, un auto-approvisionnement alimentaire en suffisance, fait de produits de proximité et de qualité. La Suisse a besoin d'une agriculture intensive et durable et non d'une agriculture moins productive, plus écologique encore et surchargée de contraintes. La réforme de la Politique agricole PA22+ est aujourd'hui

sous toit : jusqu'à l'horizon 2030, notre agriculture devrait donc connaître une période de stabilité. N'en demeure pas moins que nos agriculteurs, éleveurs et producteurs rencontrent toujours mille et une chicanes.

Ainsi le problème des 3,5% de biodiversité : l'une des mesures de l'initiative « Réduire le risque de l'utilisation de pesticides » exige de cultiver au minimum 3,5% de la terre assolée comme surface de promotion de la biodiversité. Une mesure qui va faire perdre à l'agriculture de nombreuses surfaces de terres cultivables qui ne serviront plus à la production de denrées alimentaires. Avec mon interpellation, j'ai demandé au Conseil Fédéral de pouvoir mettre en vigueur ce 3,5% de biodiversité également dans les espaces réservés aux eaux : car pour l'heure, l'absence d'harmonisation entre les deux mesures occasionne de graves problèmes dans la gestion des exploitations agricoles (rotation des cultures, bilan de fumure, achats de fourrage, main-d'œuvre, par exemple). Le plus simple serait de les supprimer.

Viande artificielle : une interdiction nécessaire

Autre exemple, ma motion touchant à l'interdiction, dans notre pays, de production de viande artificielle à partir de cellules souches. De plus, une éventuelle importation de tels

Pierre-André Page :

Bilan : un fil rouge, solutionner les défis

Répondre aux préoccupations de mes concitoyennes et concitoyens et contribuer à solutionner les défis sociaux, économiques et environnementaux de notre pays : tel a été, durant ces deux dernières législatures, le fil rouge de mes actions parlementaires sous la Coupole fédérale. Petit tour d'horizon...

Au printemps 2022, face au prix de l'essence qui grimpe (guerre en Ukraine), il faut supprimer les taxes sur les huiles minérales.

ne doivent pas être oubliés ! Et face à la TVA, les associations culturelles et sportives doivent être sur un pied d'égalité.

Chapitre santé, les soignants-accompagnants à domicile doivent être reconnus, formés et rémunérés. L'industrie pharmaceutique qui recherche de nouveaux antibiotiques doit bénéficier de déductions fiscales incitatives. Côté alimentation, interdiction de production de viande artificielle, interdiction d'importer du sucre étranger fabriqué à l'aide de produits interdits en Suisse et renforcement de la protection de nos produits AOP (gruyère américain...).

La loi sur l'aménagement du territoire doit permettre l'utilisation de la totalité du volume de bâtiments hors zone. La population des cormorans doit être régulée et les poissons des installations aquacoles sont à considérer comme animaux de rente.

Davantage de moyens financiers pour la Division sécurité humaine au niveau de la coopération internationale. Et face à la cybercriminalité, la Confédération doit garantir la sécurité de tous nos concitoyens.

L'achat d'un nouvel avion de combat engendre des retombées économiques : la Romandie et le Tessin

Soutien aux entreprises, dit l'USAM

« Pierre-André Page est au 8^e rang des conseillers nationaux les plus favorables aux PME, selon leurs votes durant la législature en cours. Ce rating, établi en janvier 2023 par l'Union suisse des arts et métiers, traduit bien les convictions et les engagements du Fribourgeois. »

produits doit être soumise à de stricts contrôles de sécurité alimentaire et ne doit nullement péjorer notre propre production de vraie viande. Enfin, tout doit être rapidement entrepris par la Confédération afin que des études approfondies et crédibles mettent en lumière, pour le consommateur, les conséquences sanitaires d'une consommation de viande artificielle. Mais pour l'heure, le Conseil fédéral ne mange pas dans la même assiette puisqu'il estime cette mesure d'interdiction « non nécessaire et disproportionnée ».

Retournons de la cuisine aux champs sur lesquels nos paysans épandent leur lisier. Depuis 2022, l'utilisation d'un pendillard est obligatoire, mais nombreux sont les agriculteurs à avoir constaté que l'épandage de leur lisier à l'aide de pendillards occasionnait de gros problèmes. Ainsi, lorsque le lisier est trop dense, le pendillard ne peut être utilisé. De plus, de grandes quantités de lisier desséché se retrouvent dans les fourrages destinés à l'affouragement des vaches laitières. J'ai interpellé le Conseil fédéral lui demandant s'il était prêt à octroyer des dérogations d'utilisa-

tion lorsque la situation l'exige... La réponse est dans le pipe-line parlementaire du Conseil national.

Des sécurités profitables à tous

Cet auto-approvisionnement alimentaire en suffisance n'est pas un caprice de paysan. Rappelons-nous qu'en juillet 2017, le peuple souverain a dit « oui » à 78,7% à l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire.

C'est dire combien, dans la fidélité à mes convictions, je suis prêt à poursuivre mon travail pour garantir cette double sécurité indispensable à notre économie. Et donc profitable à chaque citoyenne-consommatrice, à chaque citoyen-consommateur.



Energie : une forte voix romande

« Nous devons améliorer notre autosuffisance et produire chez nous l'électricité dont nous avons besoin ; l'énergie hydraulique a encore de grands potentiels de développement. Et la population est suffisamment intelligente pour agir face à la crise sans contraintes étatiques. »

Candidat au

Conseil national

Flavio
Bortoluzzi*Pour Fribourg –
pour la Suisse !*

www.flaviobortoluzzi.ch

*Pour une Suisse indépendante,
neutre et fédérale !*

Issu d'une famille d'artisans et lui-même exploitant d'une entreprise artisanale, Flavio Bortoluzzi sait ce que signifie prendre des responsabilités sociales, financières et stratégiques : ceci est son quotidien.

Avec ces principes, il entend garantir les emplois et le bien-être social :

Artisanat et PME : Alléger la charge administrative permet de garantir des emplois modernes et la prospérité.

Formation duale : Celle-ci forme la base de notre développement économique. De plus, elle favorise aussi l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle.

Approvisionnement : Une agriculture productrice et autonome garantit notre approvisionnement. Les innovations doivent être mises en œuvre simplement.

Flavio Bortoluzzi adhère sans réserve aux positions et aux valeurs mentionnées ci-dessus. Il les vit au quotidien par ses engagements familiaux, associatifs et professionnels.

6 questions à Flavio

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidat sur la liste UDC ?

En tant qu'entrepreneur et artisan, je souhaite avant tout défendre les intérêts de tous ceux qui commencent leur travail tôt le matin et rentrent tard le soir. C'est pour ces « simples soldats » que je m'engage, car ils sont souvent oubliés dans les réflexions politiques.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Comme première mesure, je soutiendrai la prochaine réforme de la LPP, afin d'améliorer la situation des travailleurs âgés et d'augmenter leurs chances sur le marché du travail.

Pour toi la Suisse c'est ...

Pour moi, la Suisse représente la Patrie, la joie de vivre et les traditions.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

Comme canton pont entre la Romandie et la Suisse alémanique, nous autres Fribourgeois jouons un rôle intégrateur important pour la Suisse. Et bien sûr, l'électeur sait à quoi s'attendre avec l'UDC : nous ne suivons pas la direction du vent, nous gardons fermement le cap.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

Après une journée trépidante, remplie et variée, j'aime revenir au calme en me promenant ou en jouant au beach-volley au bord du lac de Morat.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

J'ai toujours une grande joie lorsque je vois des jeunes qui s'engagent avec une grande motivation dans le sport ou dans leur travail et qui fêtent ensemble des succès en équipe.

Bio express



Profession : Menuisier CFC, Technicien du bois ES, entrepreneur

Lieu : Montilier - Lac

Etat civil : Marié

Nombre d'enfants : 3

Naissance : 1977

Député au Grand Conseil depuis 2021. Membre de la Commission des affaires extérieures.

Président UDC Lac depuis 2022.

Conseil général de Morat, 2006 - 2008.

Membre du Conseil de la fondation Hermann et Elisabeth Liechti Wohnen im Meyland, Morat, depuis 2022.

Depuis l'été 2023 chez Swiss Volley, commission de la relève Beach. Actif dans le volley-ball depuis 1993, a occupé différentes fonctions : joueur, entraîneur, membre d'un comité, Président de club.

Loisirs : Volleyball, sport en général, lecture.

Candidate au

Conseil national

*C'est pourtant facile de voter juste.*LISTE
5

Laure Haldimann

Les entreprises régionales sont la fierté de notre Suisse; garantissons-leur un bel avenir.

Laure Haldimann est Vice-syndique de la Commune de Châtel-sur-Montsalvens et membre du Conseil communal depuis 2011. Née de parents entrepreneurs, elle souhaite s'engager pour défendre les intérêts fiscaux des PME par une utilisation respectueuse et optimale des recettes fiscales qui bénéficieront à tous. Elle souhaite conserver une Suisse neutre où il fait bon vivre et dans laquelle les entreprises régionales s'épanouissent.

Elle exerce la profession de notaire à Bulle et est heureuse d'apporter, par sa candidature, une représentation supplémentaire des femmes dans le parti. Son compagnon agriculteur lui fait prendre conscience de l'importance de favoriser une agriculture locale.

Laure Haldimann aime découvrir son pays et partager les cultures des régions suisses si diverses.

www.linkedin.com/in/etudedenotaire

6 questions à Laure

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidate sur la liste UDC ?

Je souhaite m'engager pour mon pays que j'affectionne. Je m'engage à maintenir la prospérité des entreprises régionales par une utilisation judicieuse des deniers publics. Les métiers de l'agriculture méritent également notre soutien, tant ils sont précieux à notre pays.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Je souhaite déposer plusieurs instruments parlementaires afin que notre économie ne pâtisse pas des mauvais choix des élus de la gauche qui souhaitent mettre à néant tout ce que les PME ont bâti.

Pour toi la Suisse c'est ...

Un pays unique avec quatre langues nationales et une diversité culturelle à travers ses régions, et qui offre à ses citoyens un cadre de vie agréable.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

En déposant des instruments parlementaires qui soutiendront et seront adaptés à l'économie fribourgeoise et surtout aideront à obtenir le soutien nécessaire des cantons qui ont la même état d'esprit que le nôtre. L'union fait la force.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

La Gruyère et tout particulièrement mon village Châtel-sur-Montsalvens et sa crête unique qui offre une vue incroyable.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

D'effectuer les tâches qui m'incombent avec une énergie positive et utiliser mon temps de manière optimale.



Bio express

**Profession :** Notaire**Lieu :** Châtel-sur-Montsalvens - Gruyère**Etat civil :** célibataire**Naissance :** 1985Conseillère communale depuis 2011
Vice-syndique depuis 2021.

Déléguée au home de la Vallée de la Jogne pour la commune de CSM, membre du comité du Service des curatelles Jogne rive droite à La Roche, représentante de la Vallée de la Jogne pour la commission sociale de la Gruyère, comité des pompiers de la Vallée de la Jogne.

Membre de la Fédération Suisse des Notaires.

Membre de l'Association des notaires fribourgeois.

Candidat au

Conseil national

*La Suisse fière de ses libertés*Nicolas
Kolly

Après avoir été élu en 2011 comme Député benjamin du Grand Conseil fribourgeois, je suis motivé, fort de l'expérience acquise, à me mettre à disposition des Fribourgeois pour les représenter à Berne.



Fils de paysan, Nicolas Kolly a réalisé, après sa scolarité obligatoire, un apprentissage de mécanicien sur machines agricoles. A l'issue de celui-ci, il a accompli son école de recrue à Thoune, puis s'est engagé auprès de la Garde suisse pontificale à Rome durant 2 ans et demi. A son retour en Suisse, il a effectué une maturité professionnelle puis fédérale et a ensuite entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, où il a obtenu un Master en droit en 2014. Par la suite, il a obtenu son brevet d'avocat et travaille comme avocat associé au sein d'une Etude située à Fribourg et à Bulle.

En parallèle, il travaille également avec son épouse, qui exploite un domaine agricole à Treyvaux.

Au niveau politique, il préside la Commission financière du Mouret et est Député et chef du Groupe UDC au Grand Conseil. Durant son mandat au Grand Conseil, Nicolas Kolly a été l'auteur de plusieurs instruments parlementaires, lesquels ont amené à d'importantes révisions législatives, telles que la suppression des rentes à vie pour les anciens Conseillers d'Etat et Préfets, la révision de la loi sur l'Hôpital cantonal ou encore la révision de la loi sur le personnel de l'Etat. Il s'est en outre fortement engagé contre le gaspillage des deniers publics, par exemple à Bluefactory.



www.nicolaskolly.ch

6 questions à Nicolas

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidat sur la liste UDC ?

Après 12 ans d'expérience au Grand Conseil, notamment comme président de la Commission de justice puis comme chef du Groupe UDC, je pense que le moment est venu pour moi de me mettre à disposition afin de représenter les Fribourgeois à Berne. En effet, que ce soit comme Député cantonal ou dans le cadre de mon activité d'avocat, spécialiste en droit agraire, je constate que, de plus en plus, les décisions se prennent à Berne.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Je pourrai sans doute intervenir pour valoriser notre précieuse formation duale en apprentissage.

Pour toi la Suisse c'est ...

Un pays fier de ses libertés.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

Pour défendre Fribourg, il faut défendre la Suisse car notre canton se porte très bien seulement si la Suisse va bien. Ainsi, beaucoup d'autres conseillers nationaux auront également à cœur de défendre leur canton en défendant la Suisse.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

J'aime beaucoup passer du temps dans les Préalpes, où j'ai grandi lorsque j'étais garçon de chalet puis où j'ai travaillé durant mes études, en particulier à La Berra, aux remontées mécaniques.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

Ma famille et les valeurs chrétiennes que j'ai pu connaître lorsque j'étais Garde suisse au Vatican et que j'essaie de transmettre.

Bio express



Profession : Avocat

Lieu : Essert - Sarine

Etat civil : Marié

Nombre d'enfants : 1

Naissance : 1986

Député au Grand Conseil depuis 2011, Chef du Groupe UDC. Président de la Commission financière de la Commune du Mouret.

Juge d'instruction militaire de milice, Capitaine.

Membre du Conseil de fondation Les Peupliers au Mouret.

Membre du Conseil d'administration de Groupe E.

Membre du Conseil de fondation du Grand Séminaire diocésain de Fribourg.

Membre de diverses autres associations.

Loisirs : Voyages, famille, lecture, amis.



Candidat au

Conseil national

Roland Mesot

L'aide et le soutien aux victimes passent avant le bien-être des agresseurs. Evitons les récidives, appliquons des sanctions fortes et dissuasives !

S'investir pour la communauté, faire de son mieux pour le bien commun, pour les citoyennes et citoyens qui lui accordent leur confiance... C'est dans la continuité de cette philosophie que Roland Mesot veut porter ses thèmes de prédilection au niveau fédéral.

Ayant découvert les complexités de l'aménagement du territoire et des règles de constructions avec leur lot de lois et directives fédérales, il espère aussi diffuser les difficultés réelles vécues dans le terrain, à l'échelon local.

Dans le même esprit qu'il le fait depuis 12 ans au Parlement cantonal pour son district de la Veveyse, la préservation des intérêts de notre canton reste pour lui une priorité incontournable.

Finalement, dans les méandres de toutes les bases légales, il ne veut pas oublier l'HUMAIN, notamment et surtout ces habitantes et habitants des régions périphériques et/ou rurales que certains partis ignorent totalement, parfois avec mépris.

Restons totalement neutres ! Offrons nos bons offices plutôt que de prendre parti.



6 questions à Roland

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidat sur la liste UDC ?

C'est la volonté de m'engager pour les intérêts des régions périphériques et rurales. Je constate que les régions non urbaines sont de plus en plus attaquées et affaiblies, parfois avec mépris, par des parlementaires ignorant nos réalités et nos attentes. C'est la volonté de m'engager pour des valeurs que nous devons absolument préserver et défendre face à une politique de gauche destructrice. C'est aussi la représentation d'une région fondatrice du PAI.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Ce sera un instrument en rapport avec l'aménagement du territoire. Je suis également sensible aux questions sécuritaires qui méritent une réponse de la part du Conseil fédéral.

Pour toi la Suisse c'est ...

Un pays neutre, où il fait bon vivre. Les élu-e-s ont la responsabilité de maintenir le bien-être de ses habitantes et habitants..

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

Sur les sujets spécifiquement fribourgeois, il est nécessaire que l'ensemble des élus du canton travaillent ensemble et que chacun trouve des appuis dans son propre groupe politique. De plus, il est nécessaire de se « faire un réseau » afin de pouvoir trouver des soutiens hors de son propre parti.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

Les Préalpes fribourgeoises entre Les Paccots, le Niremout et le Moléson.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

Mes obligations politiques ne me permettent plus un engagement total dans d'autres activités; je citerais donc un engagement passé qui m'a marqué, c'est celui dans les sapeurs-pompiers, où j'ai été instructeur fédéral.

Bio express



Profession

Chef d'entreprise

Lieu : Châtel-St-Denis - Veveyse

Etat civil : Marié

Nombre d'enfants : 2

Naissance : 1962

Député depuis 2011, Président du Grand Conseil en 2019.

Conseiller communal depuis 2021.

Co-président PA 5 AggloRivelac (projet agglomération 5e génération).

Conseiller général - Châtel-St-Denis (2006-2021, Président en 2009).

Assesseur justice de Paix.

Ancien instructeur sapeur-pompier.

Loisirs : Marche, randonnée, passionné de hockey sur glace (fan de Gottéron).



Candidat au

Conseil national

Achim

Schneuwly

Pour une Suisse sûre, indépendante et attractive.



Achim Schneuwly s'engage pour une Suisse libre et neutre. Il s'oppose fermement à une adhésion à l'UE.

L'attractivité de la place économique suisse lui tient à cœur; en tant que conseiller en gestion de patrimoine, il connaît très bien les questions financières et économiques. Il se bat pour des finances saines et des impôts bas, qui sont des atouts décisifs. En tant que Député au Grand Conseil, Achim Schneuwly s'est engagé avec succès pour une baisse des impôts cantonaux. Sa motion « Réduction de l'impôt sur les prestations en capital provenant de la prévoyance dans le cadre des 2^e et 3^e piliers », adoptée par le Parlement fribourgeois, a été d'une importance majeure.

Achim Schneuwly s'est engagé en faveur des enfants atteints de maladies psychiques. Nous avons maintenant dans le canton de Fribourg des soins hospitaliers et ambulatoires dans les deux langues maternelles. En outre, en tant que membre du Sénat de l'Université de Fribourg, il s'engage pour une bonne formation.

La Suisse se dirige vers une population de 10 millions d'habitants; il s'y oppose et souhaite une immigration contrôlée.

Le bien-être de la population est pour lui une priorité absolue. En tant que politicien honnête, il combat systématiquement la criminalité.

Pour notre Patrie!

Bio express



Profession : Conseiller en gestion de patrimoine

Lieu : Oberschrot - Singine

Etat civil : Marié

Naissance : 1967

Député au Grand Conseil depuis 2019.

Président de l'UDC Haute-Singine.

Membre du Sénat de l'Université de Fribourg.

Comité de Pro Familia Fribourg.

Comité du Club famille du Grand Conseil.

Réviseur UDC Singine.

Comité du club d'échecs de Guin.

Loisirs : Échecs, promenade avec le chien, dîner avec mon épouse.

6 questions à Achim

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidat sur la liste UDC ?

Je souhaite contribuer à ce que l'UDC retrouve un deuxième siège au Conseil national. Dans la Berne fédérale, je m'engagerai pour le bien-être du Peuple suisse.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Je m'engagerai également à Berne pour des impôts plus bas et pour moins de charges. Les primes d'assurance-maladie, le prix de l'électricité et les loyers sont bien trop hauts. De plus, les coûts de l'alimentation ont également explosé. Je lutterai contre ceci.

Pour toi la Suisse c'est ...

La Suisse est ma Patrie. C'est là où je me sens bien et en sécurité. La Suisse, ce sont nos traditions, la liberté et la démocratie directe.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

En tant que parlementaire, je chercherai une collaboration ciblée, axée sur la recherche de solutions. Je suis convaincu que si la Suisse se porte bien, Fribourg en profitera aussi.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

Les deux endroits que je préfère sont au bord d'un lac: le Lac Noir et Morat.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

La convivialité et les jeux sont très importants pour moi. C'est pourquoi je m'engage dans les clubs et les écoles pour le jeu d'échecs.



Candidate au

Conseil national

Chantal Tobler

Chantal Tobler est une jeune femme motivée à défendre les intérêts des Suisses. Née dans une famille d'agriculteurs, elle défend et soutient l'agriculture suisse, une agriculture régionale et locale qui procure des aliments de qualité. Assurer une production, une transformation et une vente locales constitue également un pas important vers davantage de durabilité.

L'agriculture, les familles, mais aussi la santé et tous les besoins de la classe moyenne sont des sujets importants pour elle. Pour cela, il est indispensable d'éviter des taxes supplémentaires, afin de lutter contre l'érosion du pouvoir d'achat. Chantal Tobler s'engage afin de réorienter la politique suisse vers les problèmes auxquels les citoyennes et citoyens font face quotidiennement, plutôt que de se focaliser sur des thématiques de moindre importance, telles que les quotas de genre.

Dans un monde où la liberté de s'exprimer devient de plus en plus rare, il est important de revenir à nos valeurs suisses : liberté, respect et prospérité, et de réorienter la politique vers les besoins fondamentaux.



www.facebook.com/chantal.tobler.52

Pour une Suisse libre, respectueuse et prospère.

6 questions à Chantal

Quelles sont les motivations qui t'ont poussé à être candidate sur la liste UDC ?

Il est temps de réorienter la politique suisse vers les problèmes quotidiens de nos citoyennes et citoyens. L'augmentation de la criminalité, la surcharge du trafic et le manque d'auto-approvisionnement alimentaire et énergétique sont plus importants que les quotas de genres ou les régulations linguistiques.

En cas d'élection quel sera le premier instrument parlementaire que tu déposeras ?

Augmenter l'auto-approvisionnement de la Suisse en promouvant l'agriculture ou les énergies, comme le nucléaire ou les énergies renouvelables. Limiter les nouvelles constructions sur des terrains cultivables de plus en plus rares et obliger la réutilisation des terrains déjà construits, mais abandonnés.

Pour toi la Suisse c'est ...

La « Heimat ». Un mot en allemand qu'il est bien trop difficile à traduire. Mais c'est là où je me sens à la maison, mon « Chez moi » et c'est là où je désire vivre.

Comment défendre Fribourg en étant 1 parmi 200 ?

En défendant des problématiques importantes pour le canton, mais aussi pour toute la population au lieu de perdre du temps et de l'énergie pour des choses inutiles.

Quel lieu te tient le plus à cœur dans notre canton ?

Tout le canton de Fribourg avec sa diversité de paysages. Mais dans la Broye, nous avons la chance d'avoir la vue sur les Préalpes fribourgeoises et les lacs.

Qu'est-ce qui te tient le plus à cœur dans tes engagements en dehors de la politique ?

La famille est également une priorité dans ma vie. Et grâce à mon bachelor en sciences alimentaires, je suis consciente que les denrées alimentaires suisses et de qualité sont indispensables pour un mode de vie sain.



Bio express



Profession : Bachelor en Sciences alimentaires HES

Lieu : Chapelle - Broye

Etat civil : célibataire

Naissance : 1994

Vice-Présidente UDC-PAI Broye.

Comité JUDC Fribourg.

Membre Comité central UDC Fribourg.

Déléguee JUDC Suisse.

Membre du comité ASJEVA (Ass. suisse des jeunes éleveurs de vaches allaitantes).

Loisirs : Activités avec les enfants, balade, voyages, dessin.

Candidats au

Conseil national

Les Jeunes UDC fribourgeois se présentent aux élections avec les listes 9, 10 et 11

La section Jeunes UDC Fribourg a été fondée en 2005. Elle est composée d'une grande diversité de jeunes âgés de 16 à 33 ans et a pour but d'apporter une vision jeune de la politique et d'assurer la relève pour la Suisse de demain.

Elle est engagée et dynamique, et grandit depuis plus de 15 ans déjà ! La section dispose d'une grande expérience politique, puisqu'elle compte dans ses rangs des représentants du peuple au niveau cantonal et communal, ainsi que des membres de divers exécutifs.

Cette année, les Jeunes UDC participent pour la troisième fois aux élections au Conseil national. La section est active auprès de la population locale ainsi que sur les réseaux sociaux. Elle sait comment s'adresser aux jeunes, mais elle est aussi à l'écoute des plus âgés.

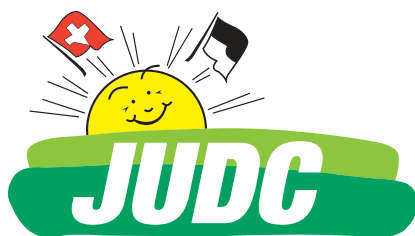
Son objectif est de défendre les valeurs qui font le succès de la Suisse. Elle réunit des jeunes d'origines linguistiques diverses, issus de différentes associations et professions. La motivation et l'expérience sont la recette unique du succès des candidats qui se présentent aux élections cet automne.

Les Jeunes UDC se battent pour plus de sécurité, mais aussi pour les PME, qui contribuent largement au succès de notre économie. La section s'engage pour notre héritage culturel et pour la transmission de cet héritage aux générations futures. Enfin, elle s'engage également pour une agriculture productive qui mérite notre protection.

Par le passé, les Jeunes UDC se sont impliqués dans la vie politique du canton par le biais de motions populaires. On peut citer entre autres une motion demandant que l'hymne national soit appris dans nos écoles ou une motion visant à rapprocher l'agriculture des élèves pendant la scolarité obligatoire.

Les Jeunes UDC Fribourg veulent s'assurer que nos jeunes aient un avenir sûr et abordable !

Pour le bien de notre canton et de notre pays, la section est prête et envisage l'automne électoral avec motivation. C'est pourquoi nous affirmons haut et fort que **si l'on veut l'avenir, il faut choisir l'avenir !**





Tanguy Coral

- Profession : Étudiant
- Domicile : Bulle
- Âge : 18 ans
- Loisirs : Chant, arts martiaux, écriture, peinture.

« Enfants de l'Helvétie, armons-nous ! »



Julien Doutaz

- Profession : Agriculteur
- Domicile : Epagny
- Âge : 24 ans
- Secrétaire UDC-La Gruyère. 2020 - 2021 Vice-président Jeunes UDC Fribourg. Secrétaire-caissier Société des Armaillis de la Haute-Gruyère.



Arnaud Duplain

- Profession : Conducteur de travaux, technicien ES
- Domicile : Marsens
- Âge : 29 ans
- Délégué JUDC suisse.

« Avec vous et pour vous. »



Timon Gavallet

- Profession : Etudiant
- Domicile : Broc
- Âge : 23 ans
- Vice-Président de l'UDC Fribourg. 2019 - 2021 rédacteur en chef du journal L'IDEE.



Elouan Murith

- Profession : Mécanicien sur motocycles
- Domicile : La Tour-de-Trême
- Âge : 19 ans
- Co-président du Conseil di dzouno de la Grevire.

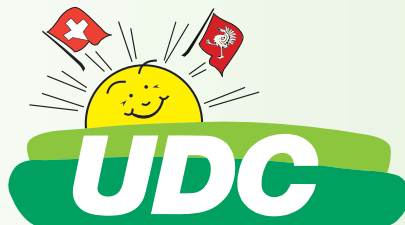


Jade Pugin

- Profession : Mécanicienne poids-lourds
- Domicile : Grandvillard
- Âge : 20 ans
- Secr. soc. de Tir Bas Intyamon. Co-présidente du Conseil di dzouno dè la Grévire. Secr. Tir en Campagne 2024.

Liste

9





Sven Brügger

- Profession : Chef de projet en technique du bâtiment
- Domicile : St. Silvestre
- Âge : 25 ans
- Dès 2021 Conseiller communal. Dès 2020 Prés. JUDC Fribourg. Dès 2020 Moniteur jeunes tireurs SG St.Silvester.



Ramona Corbetti

- Profession : Responsable des ventes auto
- Domicile : Morat
- Âge : 21 ans
- 2020 - 2022 Comité directeur Moosrugger Galmiz. Depuis 2022 Comité société de tir de Galmiz.



Oliver Rumo

- Profession : Chef d'équipe en communication online
- Domicile : St. Silvestre
- Âge : 25 ans
- Comité PROTELL. Vice-Prés. UDC Haute-Singine. Comité UDC Singine. Comité JUDC Fribourg.



Martin Bigler

- Profession : Chef d'atelier en carrosserie
- Domicile : Wünnewil-Flamatt
- Âge : 32 ans
- 2021-2026 Conseil communal. 2022 Présid. UDC Wünnewil-Flamatt. 2021 Comité de Tápiógyörgye.



Yann Michel

- Profession : Assistant Administratif + étudiant HEG-FR
- Domicile : Barberèche
- Âge : 20 ans

« Un pour tous, tous pour un. »



Gil Notario

- Profession : Resp. de Projet
- Domicile : Morat
- Âge : 28 ans
- Dès 2019 Délégué Jeune UDC. Dès 2020 Officier à l'armée suisse (Forces aériennes).
- Loisirs : Histoire, Astronomie, Voyage.

10 Liste



Kilian Monney

- Profession : Comptable
- Domicile : Fétigny
- Âge : 23 ans
- Co-Président de l'UDC-PAI de la Broye fribourgeoise.
- Loisirs : Lecture, fitness, jeunesse campagnarde.



Tibo Carnal

- Profession : Etudiant en économie et droit
- Domicile : Corminboeuf
- Âge : 21 ans
- Superviseur des comptes de l'UDC Sarine.

« Une Suisse de traditions. »



Rémy Gendre

- Profession : Urbaniste-aménagiste
- Domicile : Neyruz
- Âge : 31 ans
- Conseiller communal (2019-2021).

« Pour une Suisse indépendante et neutre. »

11 Liste



Jeremy Jaquier

- Profession : Planificateur-électricien
- Domicile : Montet - Broye
- Âge : 22 ans
- Loisirs : Jeunesse, guggen, montagne.

« Voter Jaquier c'est voter UDC. »



Steve Maillard

- Profession : Agriculteur
- Domicile : Châtonnaye
- Âge : 25 ans
- Loisirs : Randonnée en montagne, ski.



Mathieu Praz

- Profession : Apprenti forestier-bûcheron
- Domicile : Attalens
- Âge : 24 ans
- Loisirs : Jeunesse, nature, tir en campagne.



Enea Wirz

- Profession : Apprenti employé de commerce en assurances
- Domicile : Fribourg
- Âge : 25 ans
- Loisirs : bodybuilding, photographie, famille.

« Je m'engage pour une Suisse unie. »

Voici comment voter correctement dans le canton de Fribourg :

1. Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants

- Bulletins de vote préimprimés (listes) pour les élections au Conseil national
- 2 petites enveloppes
- Bulletins de vote préimprimés (listes) pour les élections au Conseil des États

2. Elisez vos conseillères et conseillers nationaux :

Prenez la **liste UDC n° 5** ou la **liste Jeunes UDC n° 9, 10 ou 11** et glissez-la sans changement dans la petite enveloppe correspondante.

3. Elisez votre conseiller aux États :

Prenez la **liste UDC n° 5** au nom de « **Pierre-André Page** » et glissez-la sans changement dans la petite enveloppe correspondante.

4. Placez le tout dans la grande enveloppe :

Glissez les 2 petites enveloppes ainsi que le certificat de capacité civique dans la grande enveloppe.

5. Tracez votre adresse et signez :

Signez le certificat de capacité civique à l'endroit indiqué et glissez-le également dans la grande enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-la dans une boîte aux lettres postale ou dans celle de la commune.

6. Envoyez :

Déposez votre enveloppe au plus tard jusqu'au **19 octobre** à la poste ou jusqu'au **21 octobre** dans la boîte aux lettres de votre commune, ou allez voter le **22 octobre**.

Attention !

- Ne glissez **qu'une seule** liste du Conseil national dans l'enveloppe, sinon votre vote est nul.
- N'écrivez aucune remarque supplémentaire sur le bulletin de vote, sinon le vote est aussi nul.
- Pour un vote anticipé ou par correspondance, n'oubliez pas de signer votre certificat de capacité civique à l'endroit indiqué.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bulletin officiel pour l'élection du 22 octobre au Conseil national

Liste

5	Union démocratique du Centre
5.1	Pierre-André Page
5.2	Flavio Bortoluzzi
5.3	Laure Haldimann
5.4	Nicolas Kolly
5.5	Roland Mesot
5.6	Achim Schneuwly
5.7	Chantal Tobler

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bulletin officiel pour l'élection du 22 octobre au Conseil des Etats

Liste

5	Union démocratique du Centre
5.1	Pierre-André Page

smartvote

vimentis

Les recommandations de vote smartvote et Vimentis offrent aux électeurs-ices la possibilité de comparer directement leurs positions politiques à celles des candidat-es en répondant aux questionnaires.

Comparez-vous avec les candidats UDC !

www.smartvote.ch www.vimentis.ch

Apparemment avec l'UDF (liste 8)

Dans le canton de Fribourg, l'UDC est apparentée avec l'Union Démocratique Fédérale (UDF) – liste 8. Votre vote reste ainsi orienté vers des valeurs fondamentales.

EDU+UDF
Eidgenössisch-Demokratische Union
Union Démocratique Fédérale
Unione Democratica Federale

UDC Fribourg

   www.udc-fr.ch

e-mail : secretariat@udc-fr.ch










1. Ouvrir l'enveloppe et sortir les documents.

2. Détacher la liste UDC n° 5 ou Jeunes UDC n° 9, 10 ou 11 du bloc des bulletins de vote.

3. Glisser le bulletin de vote avec la liste UDC dans la petite enveloppe (un seul bulletin !).

4. Prendre la liste UDC n° 5 au nom de « Pierre-André Page ».

5. Glisser également la liste du Conseil des États dans la petite enveloppe.

6. Signer le certificat de capacité civique à l'endroit indiqué.

7. Glisser les 2 petites enveloppes ainsi que le certificat de capacité civique dans la grande enveloppe.

8. Apporter l'enveloppe à la poste ou à la commune.

Flavio BORTOLUZZI

Chantal TOBLER

Nicolas KOLLY

Pierre-André PAGE sortant
et Conseil des États

Roland MESOT

Achim SCHNEUWLY

Laure HALDIMANN

Liste 5



au Conseil national

Pour un avenir sûr et libre !



UDC SVP